

**N° 4459<sup>6</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1998-1999

**PROJET DE LOI****concernant la mise en oeuvre du plan national en faveur de l'emploi 1998**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE  
AU MINISTRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

(23.10.1998)

Monsieur le Ministre,

La Chambre d'Agriculture a analysé le projet de loi repris sous rubrique en sa séance plénière du 10 septembre 1998.

Le présent projet de loi contient les mesures, retenues par le comité de coordination tripartite en date du 18 avril 1998, qui doivent faire l'objet de modifications législatives. Ces mesures sont à inscrire dans le plan d'action national en faveur de l'emploi que tous les Etats membres doivent élaborer pour faire suite aux décisions prises les 20 et 21 novembre 1997 par le Conseil Européen extraordinaire sur l'emploi.

Le présent projet de loi ne constitue qu'une partie du plan d'action national en faveur de l'emploi; les autres actions font l'objet de mesures réglementaires, administratives et budgétaires.

Les mesures proposées pour lutter contre le chômage se basent sur quatre piliers essentiels qui sont l'amélioration de la capacité d'insertion professionnelle, le développement de l'esprit d'entreprise, l'encouragement de la capacité d'adaptation des entreprises et de leurs travailleurs ainsi que le renforcement des politiques d'égalité des chances.

Elles constituent un accord négocié dans le cadre du comité de coordination tripartite dans lequel la Chambre d'Agriculture est représentée. C'est ainsi qu'elle a dans sa lettre du 21 avril 1998 marqué son accord avec le plan d'action national en faveur de l'emploi tel qu'il a été retenu lors de la réunion tripartite du 18 avril 1998. La Chambre d'Agriculture est persuadée que l'accord tripartite aura non seulement un effet bénéfique en matière de création d'emplois mais contribuera également à stabiliser l'emploi existant. En outre, les mesures prévues rendent le temps de travail plus souple non seulement à l'égard des entreprises qui peuvent mieux s'adapter à la demande du marché mais également à l'égard des salariés où l'introduction des congés parental et pour raisons familiales, favorise une meilleure conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

Dans le présent avis, la Chambre d'Agriculture se limite à rappeler brièvement la situation du secteur agricole luxembourgeois dans le cadre de la politique sur l'emploi.

1° Actuellement, le secteur primaire fournit un emploi d'environ 7.000 personnes dont quelques 600 salariés. Or ce chiffre ne reflète que partiellement l'importance de l'agriculture parce qu'il se réfère seulement à l'activité de production primaire de l'agriculture sans tenir compte des activités de transformation des produits agricoles dont une part élevée est assurée par les coopératives et entreprises agro-alimentaires luxembourgeoises. De façon générale on estime en Europe qu'une personne travaillant dans le secteur primaire implique quatre emplois dans les secteurs en amont et en aval.

2° Malgré une baisse de près de 3.000 unités de population active en 10 ans, le secteur primaire voit des perspectives de création de nouveaux emplois dans le cadre des futures zones horticoles où une étude de marché a révélé des débouchés certains pour les produits régionaux de l'horticulture dans la région

Saar-Lor-Lux. D'une part, le nombre d'élèves inscrits dans la section horticole au Lycée Technique Agricole va d'année en année en croissant (132 élèves en 1993/94 contre 193 en 1998/99), d'autre part, les entreprises existantes ne peuvent plus engager à brève échéance tous ces jeunes diplômés en horticulture. Par conséquent, il s'avère d'une importance primordiale d'accélérer les procédures nécessaires à la création de nouvelles structures de production, sans quoi, une partie des jeunes disposant d'une qualification en horticulture risque de se trouver sans emploi à la sortie de l'école.

3° D'autre part, il faut signaler que par la diminution du nombre d'exploitations agricoles proprement dites, les exploitations qui continuent à exister vont en s'agrandissant avec comme conséquence une nette augmentation de volume de travail par exploitation. Ceci implique également une tendance croissante du nombre de salariés agricoles qui sont très difficiles à trouver sur le marché de l'emploi national. De ce fait, la Chambre d'Agriculture craint que par l'introduction d'un congé parental, cette situation s'accroisse à l'avenir et créera ainsi de sérieux problèmes de fonctionnement et d'organisation des exploitations agricoles en cause.

4° Il est prévu que le congé pour raisons familiales s'applique également aux indépendants, dont font partie les agriculteurs. Afin d'assurer le succès de cette mesure, il conviendra de définir des conditions spécifiques d'application pour les exploitations agricoles.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

*Le Secrétaire général,*  
Robert LEY

*Le Président,*  
Marco GAASCH